

ne peut pas refuser son consentement. Puisque ces deux importantes provinces adoptent des attitudes si contradictoires sur un point de droit, la seule solution raisonnable me paraît être d'en saisir la Cour suprême du Canada.

L'hon. sir HENRY DRAYTON: A-t-on demandé l'avis des juristes de la couronne?

L'hon. M. LAPOINTE: Les légistes ont suivi la décision du Gouvernement de porter la question devant la Cour suprême.

#### LE CREDIT AGRICOLE

M. GARLAND (Bow-River): Monsieur l'Orateur, voilà quelques jours l'honorable député de Battle-River (M. Spencer) a demandé au ministre intérimaire des Finances (l'hon. M. Robb) quand le Gouvernement allait saisir la Chambre d'un projet de loi relatif au crédit agricole. Le ministre a répondu:

Je crois que je pourrai donner une réponse à l'honorable député cette semaine.

Nous sommes aujourd'hui jeudi. Je demande au ministre intérimaire des Finances s'il a l'intention de présenter à la Chambre demain un projet de loi concernant le crédit agricole.

L'hon. J. A. ROBB (ministre intérimaire des Finances): Monsieur l'Orateur, je me rappelle que j'ai dit à l'honorable représentant de Battle-River que j'espérais lui donner une réponse dans le courant de la semaine. Je l'espère encore. Seulement je puis faire remarquer à mon honorable ami que le fonctionnaire qui prépare ce projet avec moi a dû assister aux séances du comité de la banque et du commerce et d'autres comités, alors que de mon côté j'ai été trop pris ici à la Chambre pour pouvoir m'en entretenir avec lui. Je crois que son rapport est prêt.

M. GARLAND (Bow-River): Jusqu'aujourd'hui le comité de la banque et du commerce n'a pas siégé depuis plusieurs jours.

L'hon. M. ROBB: Mais d'autres comités se sont réunis.

#### PRETENDU MERGER DE COMPAGNIES D'EXPLOITATION HYDRAULIQUE

L'hon. sir HENRY DRAYTON: Je désire attirer à l'attention du ministère une dépêche parue dans la presse qui porte que les gros intéressés de l'exploitation hydraulique aux Etats-Unis sont à former une grande coalition et leur requête d'une constitution révèle qu'ils se proposent de tirer parti par anticipation d'un traité devant être conclu avec le Gouvernement du Canada, aux termes duquel traité la quantité d'eau détournée de Niagara pour la génération de force mo-

[L'hon. M. Lapointe.]

trice serait doublée; ils sont si sûrs de réussir qu'ils ont déjà fait l'acquisition de terres depuis Niagara-Falls jusqu'à Lewiston de même que du chemin de fer Great Gorge, ce qui les mettra en état de développer la nouvelle route électrique dès la conclusion du traité. Je demande au Gouvernement si les négociations sont avancées à un point qui justifie ces immenses placements; quelle est la situation et le projet de convention peut-il être communiqué à la Chambre?

Le très hon. MACKENZIE KING (premier ministre): L'allusion de mon honorable ami est la première indication que j'aie eue qu'un traité de ce genre fût même projeté.

#### LA MODIFICATION DE LA LOI SUR LE DROIT D'AUTEUR

M. LADNER: Je demande au premier ministre ou au ministre du Commerce si le Gouvernement a l'intention de présenter, ou de laisser présenter, à la Chambre, avant la fin de la session, le bill n° 2 concernant le droit d'auteur. La Chambre fut saisie de ce projet de loi l'an dernier; et le bill a fait l'objet de nombreuses dépositions devant le comité spécial permanent qui a soumis un rapport unanime. C'est une question qui intéresse beaucoup de gens d'un bout à l'autre du pays.

Le très hon. W. L. MACKENZIE KING (premier ministre): Le Gouvernement a l'intention de prendre presque exclusivement ses projets à partir de maintenant. Suivant la marche des événements, on verra s'il est possible d'aborder les projets privés.

#### LES DEMANDES DE DOCUMENTS

Le très hon. M. MEIGHEN (chef de l'opposition): Il y a un grand nombre de documents dont la Chambre a ordonné le dépôt, quelques-uns même il y a trois ou quatre mois, et qui n'ont pas encore été déposés. En ce qui concerne ceux qui ont été demandés par les membres du groupe que je dirige, je me propose de les énumérer tous moi-même pour éviter à mes collègues la peine de poser chacun la question. Nous approchons de la fin de la session, du moins comparative-ment et, à juger d'après la longueur de cette liste de documents, il semblerait que la session dût finir sans qu'on se soit conformé aux ordres de la Chambre. J'espère qu'il n'en sera pas ainsi.

Le 23 février l'honorable député de Burrard (M. Clark) a demandé des documents concernant le nombre d'acres de terre du domaine fédéral qui avaient été transférés à la province d'Ontario et la date des transferts, le prix payé, la somme que l'adminis-